Adrien Thomas

Un angle mort de l'histoire du mouvement ouvrier

Le « Freie Letzebuerger Arbechterverband » : un syndicat entre action directe et subordinaton au parti communiste

« In den Annalen der Luxemburger Arbeiterbewegung ist der 18. Februar 1945 ein historisches Datum geblieben » – c'est en ces termes que le syndicat Freie Letzeburger Arbechterverband (FLA) évoque en 1947 la date de sa propre fondation[1]. Le syndicat lié au Parti communiste luxembourgeois (PCL) avait effectué l'année précédente une percée spectaculaire en dépassant le syndicat socialiste Lëtzebuerger Arbechterverband (LAV) comme première organisation syndicale dans les principales usines sidérurgiques du pays, en particulier à Arbed Belval, Hadir Differdange et Ougrée Rodange. Pourtant, le 18 février 1945 est de nos jours une date oubliée dans l'histoire du mouvement ouvrier et le FLA constitue un angle mort de l'historiographie luxembourgeoise.

Le FLA ne constitue pas le seul non-lieu de mémoire du mouvement ouvrier au Luxembourg. Les courants anarcho-syndicalistes, liés à l'immigration italienne ou espagnole, ne sont pas non plus entrés dans la fabrique de la mémoire collective. Il en va de même des formes d'organisations ouvrières corporatives ou mutualistes d'avant la Première Guerre mondiale, qui ont été reléguées dans une sorte de « préhistoire » du mouvement syndical « organisé » et « discipliné » (Weiss 1989), qui leur aurait succédé durant l'entre-deux-guerres. De manière générale, le rôle de l'immigration non seulement méditerranéenne, mais aussi et surtout allemande, est refoulé dans la constitution du mouvement ouvrier. La période de l'occupation nazie et le rôle des représentants salariaux dans le Deutscher Arbeitsfront sont davantage encore tombés dans l'oubli.

La vision téléologique dominante de l'histoire du mouvement ouvrier luxembourgeois voit les syndicats inscrits dans une évolution inéluctable vers la reconnaissance et la participation

La place marginale du FLA dans l'historiographie est due, d'une part, au fait que l'histoire du mouvement ouvrier a été souvent écrite par des militants ou sympathisants syndicaux, fréquemment à l'occasion de commémorations d'anniversaires d'organisations[2]. S'en est ensuivi une focalisation sur l'histoire et la continuité institutionnelle des syndicats dominants. D'autre part, les intellectuels liés au PCL n'ont pas insisté sur cette expérience syndicale que le parti communiste lui-même finira par considérer comme un échec. L'histoire du FLA est pourtant passionnante, notamment parce qu'elle invite à revenir sur certains lieux communs et impensés à propos des relations sociales au Luxembourg.

La vision téléologique dominante de l'histoire du mouvement ouvrier luxembourgeois voit les syndicats inscrits dans une évolution inéluctable vers la reconnaissance et la participation, une fois dépassée la période de radicalisation ouvrière du début des années 1920 et obtenue la reconnaissance légale de la négociation collective en 1936.

L'histoire d'une organisation comme le FLA, qui a été exclue par le patronat de la négociation collective de 1947 jusqu'à sa dissolution en 1965 et a organisé des grèves spontanées par exemple en juillet 1948 à l'usine Arbed Belval (Majerus 1992 ; Knebeler, Scuto 2010), montre que l'évolution vers un système des relations professionnelles relativement pacifié n'a pas été spontanée, mais qu'elle a été le résultat de luttes entre organisations et courants syndicaux, de politiques patronales ainsi que de la contrainte exercée par des dispositifs institutionnels et juridiques (notamment la conception restrictive du droit de grève prévalant au Luxembourg, voir Castegnaro 2010). De par ses liens étroits avec le PCL, l'histoire du FLA permet aussi d'éclairer les relations entre partis politiques et syndicats, particulièrement

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Adrien Thomas est docteur en science politique de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

importants au Luxembourg. Nous allons nous concentrer dans cet article, en nous appuyant sur des documents d'archives, sur les années de fondation du FLA, avant de considérer les relations entre le FLA et le PCL, qui vont devenir de plus en plus étroites au fil du temps.[3]

Le syndicalisme au sortir de la guerre

La constitution du FLA s'inscrit, d'une part, dans les luttes de concurrence entre socialistes et communistes à la Libération, tout en les transcendant, de l'autre, par l'ampleur de la dynamique et des aspirations auxquelles il réussit à donner corps, avant de se retrouver progressivement marginalisé et de se fondre en 1965 dans le LAV (Moes 1981, Wehenkel 1991, Majerus 1992).

D'une part, le FLA est le produit d'un échec. De l'échec de la création d'un syndicat unique regroupant socialistes, chrétiens et communistes, promue lors de la Libération. Après le désistement du syndicalisme chrétien, la tentative de création d'un syndicat unitaire de la gauche échouera en novembre 1944 à Esch-sur-Alzette lorsque le dirigeant du LAV, Antoine Krier (frère du ministre du travail de l'époque, Pierre Krier), accuse les militants communistes de vouloir instrumentaliser le syndicat à des fins partisanes et interdit à un certain nombre d'entre eux de se présenter aux élections du comité de section du LAV à Esch-sur-Alzette. Dans d'autres localités de la Minette, la direction du LAV refuse de reconnaître les comités de section élus par la base. En réaction, de nombreux militants finiront par faire scission et fonder un nouveau syndicat, le FLA. Les effectifs du LAV chutent de 20 000 à 5 000 adhérents dans les mois qui suivent la scission. Lors des élections sociales de 1946, le FLA devancera le LAV dans l'industrie sidérurgique, avant de perdre graduellement en importance. À la fin, son implantation se limitera à des usines sidérurgiques comme Arbed Belval-Terres rouges et Hadir Differdange, ainsi qu'à des mines.

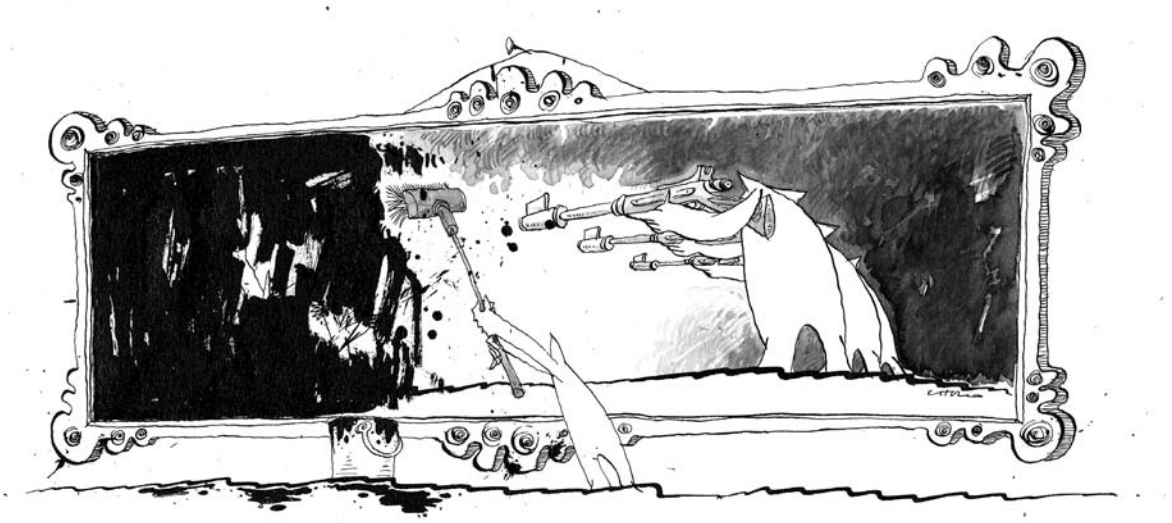
D'autre part, le FLA est le produit d'une véritable dynamique à la base et de la constitution des ouvriers sidérurgistes comme acteur dominant du syndicalisme de l'après-guerre au Luxembourg. Alors que le LAV, handicapé par sa proximité avec le gouvernement revenu d'exil, peine à encadrer la classe ouvrière et ses éléments les plus radicalisés, le FLA développe un discours centré sur l'action directe des travailleurs et l'indépendance à l'égard du gouvernement. Incontestablement, le FLA a réussi à incarner les revendications sociales et les aspirations à un renouveau après la Libération. Jusque dans les années 1950, le syndicat sera l'expression des couches les plus combatives de la sidérurgie et des mines en développant un syndicalisme centré sur l'action et la lutte (Wehenkel 1991). Encore en 1965, lorsque Jos. Grandgenet dresse le bilan de l'action de « son » syndicat, il multiplie les termes « Aktion » et « kämpfen » dans son discours, tandis que la « Sozialpartnerschaft » est dénoncée de façon virulente. Henri Wehenkel a vu dans les moyens d'action du FLA (diffusion de tracts, grèves spontanées, grèves perlées) une réactivation du répertoire d'action mis en œuvre par les travailleurs durant l'occupation nazie (Wehenkel 2010).

En 1947, le FLA revendique 11 000 adhérents (dans un pays qui compte à l'époque 290 000 habitants). S'il est difficile de juger de la réalité de ce chiffre, il apparaît incontestable que la dynamique du syndicat n'est pas découplée de la dynamique qui porte le PCL dans les années de l'immédiat après-guerre (en avril 1945, le PCL revendique 5 000 adhérents). Dès le début, les points forts de l'implantation du FLA correspondent à ceux de l'implantation communiste : Esch-sur-Alzette, Rodange, Pétange, Differdange ou Belvaux. Il semble aussi que la direction du PCL ait contribué à motiver ses militants à la création du FLA (Faber 2005).

Au niveau programmatique, le syndicat reprend en partie les points centraux des thèmes développés par le PCL, notamment la nationalisation de l'industrie lourde et des mines, mais aussi le renforcement de l'épuration et la nécessité d'un renouvellement des représentants politiques et syndicaux au Luxembourg.

L'épuration dans les entreprises

Le FLA réclamera en particulier l'organisation rapide d'élections sociales dans les entreprises et à la Chambre des ouvriers, tout comme le PCL réclame l'organisation la plus rapide possible d'élections législatives pour remplacer un gouvernement



dont l'élection datait de l'avant-guerre. Les délégations ouvrières élues avant la guerre sont jugées illégitimes par le FLA. Un tract non signé, datant de l'immédiat après-guerre, témoigne de la virulence des conflits autour des délégations du personnel. Ce tract s'adresse aux « Arbechtskollegen vun Dummeldeng ! » en ces termes : « Als proper Lëtzebuerger verlânge mir é propperen Ausschuss an mir geingen e puer vun denen Ausschusshären firschloen, sech als Vertrauensmänner vun den letzebuerger Preisen ausrufen ze lôssen, de' momentân nach duerch si hei am Wierk schaffen.[4]»

L'engagement pour un renouveau syndical est aussi une lutte contre le LAV, qui entend faire prévaloir la continuité du syndicalisme de l'avant-guerre, dominé par des militants socialistes. Les conflits sont très vifs entre le FLA et le LAV. Ainsi, Dominique Urbany dépeindra le LAV le 11 mars 1945, lors de la conférence de la région Luxemburg du PCL, comme un « Privatclub einiger abgetakelter Gewerkschaftssekretäre », « Anhängsel der Arbeiterpartei » ou encore « Küchenmagd der Regierung und des Patronats »[5]. Le LAV évoquera pour sa part, à propos du FLA, dans un tract des « Methoden, die faschistisch sind und das Naziregime an die Macht gebracht haben[6]».

En parallèle, les dirigeants du PCL et du FLA proclameront leur attachement à l'unité syndicale et continueront à réclamer une fusion entre syndicats chrétiens, socialistes et communistes, contribuant ainsi à faire apparaître comme sectaire l'anticommunisme prononcé qu'Antoine Krier imprime à la politique du LAV. Entre mai et juillet 1945 seront d'ailleurs conduites des négociations entre le LAV et le FLA en vue d'une fusion des deux organisations sous le nom « Einheitsverband vun den letzebuerger Arbechter », syndicat censé être « parteipolitisch und weltanschaulich neutral »[7]. Le projet de fusion échouera cependant sur la répartition du pouvoir au sein de la nouvelle organisation à créer et sur la question du contrôle du *Tageblatt*.

La subordination au parti communiste

Une ligne de tension permanente dans l'histoire du FLA concerne les relations avec le PCL. Après avoir accusé les communistes de vouloir infiltrer le LAV, les dirigeants du LAV (eux-mêmes proches du parti socialiste) reprocheront continuellement aux responsables du FLA leur proximité par rapport au PCL. Le premier président du FLA, Nicolas Moes, et le secrétaire général Jos. Grandgenet sont en effet membres du PCL et seront élus à la Chambre des députés. De nombreux délégués du personnel du FLA se feront également élire sur des listes communistes dans les conseils communaux. Alors que le FLA s'était encore abstenu de donner des consignes de vote en 1945 et 1948, il appellera à voter communiste lors de l'élection communale à Esch-sur-Alzette en 1949 (Wehenkel 1991).

Paradoxalement, plus le PCL s'affaiblira (il ne comptera plus que 1 545 membres en décembre 1948 contre 5 000 en 1945, Ruckert 2007), plus il essaiera de renforcer son emprise sur le FLA, au risque de le faire apparaître comme un satellite communiste. Avec la fin du gouvernement d'union nationale et le début de la guerre froide, cette emprise croissante du PCL sur le FLA va contribuer à isoler le syndicat, confronté par ailleurs à l'ostracisme du patronat et des autres syndicats.

Une résolution adoptée par le comité exécutif en 1952 en dit long sur la volonté de subordination du syndicat au PCL. Elle fait suite à des polémiques internes qui ont suivi la parution d'un article jugé trop favorable au gouvernement PCS-POSL de l'époque dans la publication du FLA, *De Freien Arbechter*. Les termes mêmes de la résolution du comité exécutif suggèrent que la subordination du syndicat au parti n'est pas acquise. Il y est notamment affirmé : « Die Kommunisten […] handeln in der Gewerkschaft in allen Fragen nach den Prinzipien und Anweisungen, die von

Nationalisme et élections sociales

L'immédiat après-guerre est caractérisé par un fort nationalisme dans le mouvement ouvrier, dirigé contre les immigrés allemands, mais dont les effets concerneront l'immigration en général. La question de la participation des travailleurs immigrés deviendra aussi un enjeu des luttes de concurrence entre syndicalistes socialistes et communistes.

Lors du conflit dans la section d'Esch-sur-Alzette qui entraînera la constitution du FLA, le courant socialiste du LAV accuse en effet les militants communistes d'avoir invité des « Unorganisierte und landesfeindliche Ausländer » à participer à l'élection d'un comité de section. Avant de conclure le tract par un appel à défendre notamment la liberté contre le désordre et l'anarchie : « Handelt so und ihr handelt gut letzebuergesch a gewerkschaftlech.[1] » Quand les élections internes ont finalement lieu, seulement les membres de nationalité luxembourgeoise du LAV auront le droit de vote (Moes 1981). Cette attitude présage le retrait du droit de vote aux étrangers aux élections sociales à travers l'arrêté grand-ducal du 16 décembre 1945, contre lequel le FLA et le PCL s'élèveront. La suppression du droit de vote actif et passif des étrangers aux élections sociales s'explique notamment par les craintes du LAV de voir les immigrés italiens communistes voter pour les candidats du FLA (Scuto, à paraître).

Cette nationalisation du mouvement ouvrier s'exprimera également par la création de sections étrangères des partis politiques pour les immigrés. En ce qui concerne la mouvance communiste, les immigrés tendent dorénavant à être organisés dans leur parti communiste national, et non plus dans le PCL, comme c'était encore le cas durant les années 1920. Un accord entre le Parti communiste italien (PCI) et le PCL prévoit ainsi que « les camarades italiens de la nouvelle immigration seront organisés par le P[C]I et ceux de la vieille immigration resteront au P[C]L[2] ».

1 Tract LAV, « An die Escher Kameraden », non daté, datant probablement de janvier 1945 (CJK).

2 Document « Recrutement et organisation », non daté, datant probablement de 1945 ou début 1946 (CJK).

der Partei ausgearbeitet und beschlossen werden. Es ist also selbstverständlich dass sie, und dies besonders wenn es sich um Genossen handelt die führende Gewerkschaftspositionen innehaben, bei wichtigen Änderungen in der Gewerkschaftszielsetzung und Gewerkschaftstaktik (neue Lösungen, besondere Aktionen, Stellungnahme zu wichtigeren sozialen und politischen Problemen usw.) zuvor diese Fragen der Partei unterbreiten und sich den Beschlüssen derselben unterordnen gemäss den Prinzipien des demokratischen Zentralismus.[8]»

La subordination de l'action syndicale à l'action politique sera mise à l'épreuve notamment lors du soulèvement hongrois de 1956, lors duquel des actions de solidarité avec la Hongrie se dérouleront dans plusieurs entreprises. Dans une communication aux membres du comité central, Dominique Urbany reprochera à certains militants communistes de ne pas s'être suffisamment opposés en tant que délégués du personnel du FLA à ces actions de solidarité dans leurs entreprises[9].

Par ailleurs, l'action du PCL entrera en concurrence avec celle du FLA, notamment avec la création de cellules d'entreprises communistes dans la sidérurgie et les mines à partir de 1948. Ces cellules finiront par faire double emploi avec les structures d'entreprises du FLA et les représentations du personnel. Elles contribueront également à entretenir la confusion des rôles entre militants FLA et militants PCL.

Mais ce sera surtout l'épisode de la drôle de déstalinisation menée en 1962 par le PCL qui illustrera le degré d'imbrication entre le PCL et le FLA.

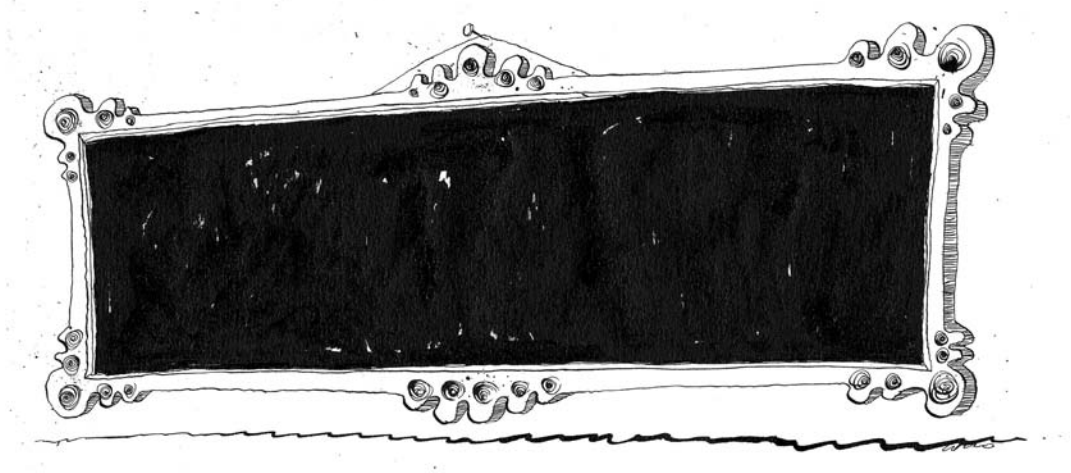
Le débat de 1962 et la « liquidation » du FLA

La déstalinisation prendra une tournure singulière au sein du PCL, étant donné qu'elle se focalisera sur le FLA, et en particulier sur son secrétaire général Jos. Grandgenet, accusé de mal diriger son syndicat. En conformité avec les lectures soviétiques de l'époque, l'interprétation du stalinisme développée par le PCL est focalisée sur le « culte de la personnalité ». La plus grande erreur de Staline aurait été sa « Missachtung in seiner praktischen Partei- und Regierungstätigkeit des Prinzips der kollektiven Leitung » d'après la direction du PCL[10]. Déplacer le débat à propos de la « liquidation du culte de la personnalité » sur le terrain du syndicat évite notamment de remettre en cause le PCL en tant que tel, de même que la manœuvre permet d'affaiblir Grandgenet (voir l'encadré « Le groupe dirigeant du PCL et Jos. Grandgenet », p. 36).

En 1962, le débat sur Grandgenet bat son plein. Une réunion interne convoquée par le PCL afin de discuter de la manière dont Grandgenet dirige le FLA se déroule le 22 janvier 1962 à Esch-sur-Alzette, en présence des militants du PCL actifs au FLA. Dominique Urbany ainsi que d'autres membres du noyau dirigeant du PCL assistent à la réunion, à laquelle Grandgenet ne participe apparemment pas. Cette réunion, dont il existe un compte rendu[11], sera l'occasion d'un grand déballage, dont la principale cible est Grandgenet, mais lors de laquelle sont également mises sur table les difficultés d'organisation du syndicat ainsi que ses relations avec le PCL.

La réunion commencera avec la communication de l'état réel des effectifs de la part de Dominique Urbany. Selon ces chiffres que Grandgenet aurait fournis à Urbany, le FLA compte à ce moment-là 2 453 membres (alors qu'il en déclare 15 000 auprès de la Fédération syndicale mondiale)[12]. Ces membres résident essentiellement dans les points forts historiques du communisme municipal luxembourgeois : à Belvaux (173), Differdange (266), Esch-sur-Alzette (655), Oberkorn (207), Rodange (180), Schifflange (122) et Tétange (109). Le FLA compte en revanche seulement 130 membres à Luxembourg-Ville et 49 à Dudelange. De façon générale, son implantation en dehors du Bassin minier est négligeable.

Lors de cette réunion, l'orientation et les activités passées du FLA seront débattues d'une manière très critique, visant à mettre en accusation son secrétaire général Grandgenet. Le trésorier du FLA et membre fondateur du syndicat, Jos. Frapporti (également militant du PCL), mettra en accusation le manque d'indépendance du syndicat par rapport au PCL : « Der Hauptfehler beim FLA wurde direkt zu Beginn schon gemacht. Wir haben den Leuten damals gesagt dass wir ein



parteipolitisch neutraler Verband sind. […] Jedoch schon nach 11 Monaten zeigten wir wie neutral wir waren. […] Genosse Momper beantragte […] 500 000 Franken für die *Zeitung [vum Lëtzebuerger Vollek]* zu bewilligen. Es wurde abgestimmt. Die Mehrheit war dafür. » La conséquence en aurait été la désaffection de nombreux militants. Et Frapporti de poursuivre : « Wo sind die vielen, die uns damals halfen ? Es sind nur mehr die Kommunisten geblieben. Die anderen wurden herausgeekelt. Vom Parteibüro lautete die Parole : Nur Kommunisten in die Vorstände. » Frapporti invoquera également l'exemple de Benoît Frachon, secrétaire général de la Confédération générale du travail en France et dirigeant communiste : « Unsere frühere Politik im FLA war nicht richtig. In Frankreich ist z. B. Frachon nie Kandidat auf einer Parteiliste. » D'autres militants déplorent le manque de démocratie au sein du FLA. Ainsi, un militant de Schifflange relate que : « Beim letzten FLA-Kongress erhielten wir die Liste der Verbandsleitung fertig gedruckt in die Hand gedrückt und mussten sie so annehmen wie sie war. »

Au cours de ce débat, des questions politiques fondamentales se combinent à des règlements de compte personnels, censés illustrer l'absence d'une direction collective à la tête du FLA. L'accumulation d'accusations montées en épingle finit par conférer une dimension grotesque au débat. Grandgenet est accusé de gérer le FLA de façon paternaliste et clientéliste, en distribuant des faveurs. Des cas présumés de favoritisme sont cités. Tel militant, bénéficiant de la protection de Grandgenet, ne distribuerait pas de tracts, tout en bénéficiant d'heures de détachement, tel autre serait poussé en avant, alors que son travail en tant que président de la délégation se limiterait à obtenir des « persönliche Gefälligkeiten » pour certains adhérents. L'usage de la voiture de service du FLA à des fins personnelles fait également l'objet de récriminations. L'inactivité supposée de la section de Belvaux du FLA est mise en accusation (Belvaux étant le fief de Grandgenet).

L'état parcellaire des archives que nous avons pu consulter ne permet pas de retracer la position des autres membres du noyau dirigeant du PCL à l'égard de Grandgenet. Ainsi, Urbany, Useldinger et Kill assistent bien à cette réunion, mais le compte rendu de la réunion se contente de noter qu'ils ont pris la parole, sans préciser la teneur de leurs propos. Peut-être que cette discrétion est due au fait que leur position n'était pas encore définitivement arrêtée à ce moment-là. En décembre 1962, la décision semble cependant avoir été prise de réorienter la politique syndicale du PCL et de dissoudre le FLA. Le compte rendu d'une réunion du secrétariat exécutif du PCL du 29 décembre 1962 retient ainsi : « D. Urbany drängt auf notwendige Wendung in der Gewerkschaftsarbeit hin (u.a. Liquidierung des FLA) und auf die Notwendigkeit sich den Lohnforderungen des LAV anzuschliessen. » (cité dans Wehenkel 1999).

Le débat de 1962 aura ainsi été le prélude à la dissolution du FLA dans le LAV en 1965. Alors que le secrétaire général du LAV, Antoine Weiss, estimera que l'absorption du FLA n'aura apporté au LAV que 1 500 nouveaux membres, en majorité des retraités (Weiss 1989) et que le LAV a imposé les conditions de l'absorption, les communistes exalteront l'unité syndicale retrouvée. Les résultats du LAV aux élections sociales qui suivent la fusion montrent qu'il y a bien eu une prime électorale à l'unité retrouvée. Du point de vue de la direction du PCL, la dissolution du FLA s'inscrit également dans le contexte d'une recherche d'alliances avec le parti socialiste. Dans cette perspective, l'unification

Le groupe dirigeant du PCL et Jos. Grandgenet

L'épisode du démontage de Jos. Grandgenet en 1962 est lié aux luttes de concurrence internes au PCL. Ces dernières ne peuvent que se comprendre sur arrière-fond des conditions de la constitution du groupe dirigeant du PCL durant l'entre-deux-guerres.

Si la sociologie du groupe dirigeant communiste luxembourgeois reste encore à faire, les biographies individuelles des principaux dirigeants communistes établies par Henri Wehenkel (dans Gotovitch, Narinski 2001) montrent quelques spécificités du parti luxembourgeois. Tout d'abord, l'extraordinaire longévité du groupe dirigeant composé par Dominique Urbany, Arthur Useldinger, Jos. Grandgenet et Jean Kill, en place depuis les années 1930 jusque dans les années 1970. Ensuite, le caractère collectif de la direction du PCL, lié à l'appréciation qu'avait l'Internationale communiste (Comintern) des limites du parti luxembourgeois et de ses dirigeants. Ainsi, un envoyé du Comintern écrira en 1932 : « On ne peut pas appliquer au parti luxembourgeois les mêmes critères que pour un parti au fonctionnement normal. » Et d'en conclure : « Dans la situation présente il n'y a personne dans l'actuelle direction du parti à qui on pourrait confier la direction unique. » (cité dans Gotovitch, Narinski 2001). Autre caractéristique saillante du communisme luxembourgeois : son caractère familial, exemplifié par le passage de la présidence du parti de Dominique Urbany à son fils René Urbany en 1976. Finalement, il faut encore relever les stratégies d'adaptation au système électoral notabilitaire luxembourgeois, à travers la mobilisation de votes individuels et la focalisation sur l'implantation municipale.

Secrétaire général du FLA de sa fondation en 1945 jusqu'à sa dissolution en 1965, Jos. Grandgenet (1898-1988) entretenait des relations tendues avec les autres dirigeants du PCL. L'aîné de 16 enfants et militant syndical, Grandgenet a été coopté dans la direction du PCL en 1929. Quelques années plus tard, il se voit reprocher de vouloir transformer l'Opposition syndicale révolutionnaire, qu'il dirige, en parti dans le parti. Quand l'envoyé du Comintern cherche en 1937 à faire sanctionner Useldinger pour sa recension jugée trop favorable du récit de voyage d'André Gide, *Retour de l'URSS,* Grandgenet sera le seul membre de la direction du PCL à trouver grâce à ses yeux, alors qu'Urbany et Kill sont jugés trop conciliants. Durant l'Occupation, Grandgenet est tenu à l'écart du PCL et s'engage au sein de la résistance dite « bourgeoise ». Élu député en 1945, il sera constamment réélu pendant 34 ans et sera membre du comité central durant 59 ans (Gotovitch, Narinski 2001).

du syndicalisme socialiste et communiste peut être vue comme un gage de bonne volonté conséquent adressé à la direction du parti socialiste.

Conclusion

L'épisode de 1962 et les conflits internes qui s'y sont exprimés invitent à dépasser une vision monolithique du PCL, de même que des conceptions du FLA comme simple courroie de transmission du PCL. Tout en ne cessant pas d'être des militants communistes, les militants et dirigeants du FLA, en investissant le terrain syndical, se sont saisis et ont été saisis par les enjeux propres au syndicalisme et à la représentation des travailleurs. L'histoire du FLA invite par ailleurs à analyser comment le FLA et le PCL sont devenus durant l'immédiat après-guerre, et pour la durée des trente glorieuses, les représentants d'une partie significative de la classe ouvrière dans la sidérurgie et dans les mines. Cela demanderait de croiser histoire industrielle (en particulier les politiques patronales dans leur dialectique paternalisme-répression), sociale (les mutations du syndicalisme luxembourgeois) et politique (notamment la sociologie du communisme municipal). ◆

1 Document « Erster Ordentlicher Kongress des Freie Letzebuerger Arbechterverband abgehalten am 16. und 17. Februar (1947) » (Archives Centre Jean Kill, dossier : KPL-FLA, par la suite : CJK).

2 Voir par exemple : Arendt *et al.* 2009, Lentz *et al.* 1992, Weber *et al.* 1999.

3 L'auteur remercie Henri Wehenkel et Frédéric Krier pour leurs commentaires et suggestions à propos de cet article.

4 Tract « Arbechtskollegen vun Dummeldeng », non daté, non signé, datant probablement de l'immédiat après-guerre (CJK).

5 « Im Dienste des schaffenden Volkes. Bericht des Genossen Urbany auf der Konferenz des Bezirks Luxemburgs der Kommunistischen Partei, am 11. März 1945 » (CJK).

6 Tract du LAV, « An die Escher Kameraden », non daté, datant probablement de janvier 1945 (CJK).

7 Document « FLA Exekutive », 29 juin 1945 (CJK).

8 « Die Tätigkeit der Kommunisten im FLA und in den Gewerkschaftsorganisationen überhaupt. Resolution des Exekutivkomitees der Partei vom 14.2.52 » (CJK).

9 Communication de Dominique Urbany, « An die Mitglieder des Z.K. », non daté, datant probablement de 1957 (CJK).

10 Texte envoyé aux militants du PCL, « Die Liquidierung des Personenkultes », datant de 1956 (CJK).

11 Document « Aussprache in Sachen Grandgenet zu Esch am 22. Januar 1962 » (CJK). Les citations qui suivent en sont extraites.

12 Le trésorier du FLA, Jos. Frapporti, contestera ces chiffres durant la réunion et évoquera le nombre de 1 850 adhérents (CJK).

Bibliographie

Arendt, Marcel *et al.* (2009). *100 Joer FNCTTFEL Landesverband : 1919-2009,* Luxembourg : Landesverband.

Castegnaro, Guy, Arcanger Nadège (2010). « Le droit de la grève au Luxembourg », *Les Cahiers du Droit Luxembourgeois,* tome 10.

Faber, Félix (2005). *Le communisme dans la vie politique, sociale et quotidienne au Luxembourg dans l'immédiat après-guerre,* mémoire de maîtrise, université Strasbourg 2.

Gotovitch, José, Narinski Mikhaïl (éd.) (2001). *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943),* Paris, Éditions de l'Atelier.

Knebeler, Christophe, Scuto Denis (2010). *Belval. Passé, présent et avenir d'un site luxembourgeois,* Esch-sur-Alzette : Éditions Le Phare.

Majerus, Jean-Marie (1992). « La vie syndicale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », dans Lentz Marc *et al.*, *75 Joër fräi Gewerkschaften. Contributions à l'histoire du mouvement syndical luxembourgeois,* Esch-sur-Alzette : OGBL, p. 263-281.

Moes, André (1981). « Die Gründung des Freien Letzebuerger Arbechterverband », dans Centre Jean Kill (éd.), *1921-1981. Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs,* Luxemburg, COPE, p. 173-186.

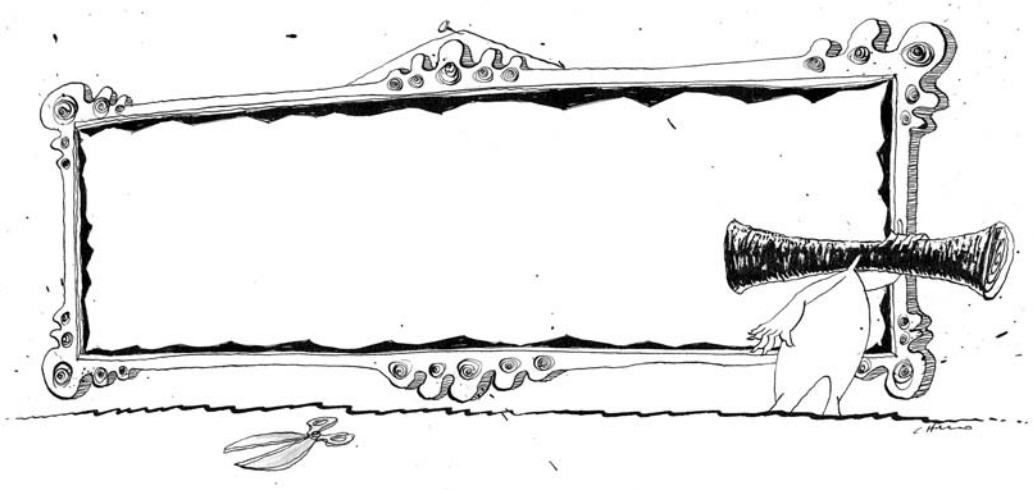
Ruckert, Ali (2007). *Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs. Teil II : 1947-1954,* Luxembourg : Copé.

Scuto, Denis (à paraître). « Entre solidarité et concurrence : syndicalisme ouvrier luxembourgeois et immigrants dans l'entre-deux-guerres », *Mutations,* n° 3.

Weber, Robert *et al.* (1999). *75 Joer Chrëschtlech Gewerkschaftsbewegung,* Luxembourg : Imprimerie Saint-Paul.

Wehenkel, Henri (1991). « Der FLA 1945-1965 : zur Geschichte des "Freie Letzeburger Arbechterverband" », *Tageblatt,* 24 octobre 1991.

Wehenkel, Henri (1999). « Der Abschied von Stalin. Die Wende in der KPL 1962-1964 », *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek,* 11 décembre 1999, p. 4-5.

Wehenkel, Henri (2010). « 1945-47 : les communistes aux portes du pouvoir », *forum,* septembre 2010, p. 23-28.

Weiss, Antoine (1989). « 1916-1986. Vom Berg- und Hüttenarbeiterverband über den LAV zum OGB-L », *OGB-L Aktuell,* décembre 1989, p. 4-18.